

Contrat de mission : pas de renouvellement après son terme initial !



© 2026 Les Echos Publishing

Le renouvellement d'un contrat de mission qui intervient après le terme initialement fixé par ce contrat est irrégulier. Et ce, même si le terme du contrat est reporté via une clause de souplesse.

Pas de gestion désintéressée en cas de rémunération du dirigeant de fait d'une association



© 2026 Les Echos Publishing

L'association qui rémunère un dirigeant de fait et lui fournit un logement et un véhicule ne présente pas une gestion désintéressée.

Défaut d'approbation des comptes d'une SAS : quelle sanction ?



© 2026 Les Echos Publishing

En l'absence de disposition légale le prévoyant, le délai de 6 mois imparti aux sociétés anonymes pour approuver leurs comptes annuels ne s'impose pas aux sociétés par actions simplifiées (SAS), sauf si une clause statutaire prévoit le contraire.

Pas de don manuel pour les transmissions de parts

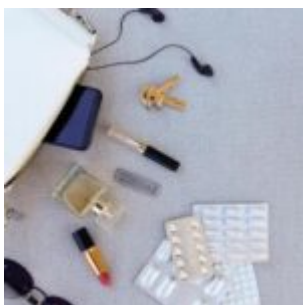
sociales



© 2026 Les Echos Publishing

La transmission de parts sociales de SARL, qui sont des titres non négociables, ne peut être réalisée via un don manuel. Une telle opération requiert une donation établie en la forme authentique.

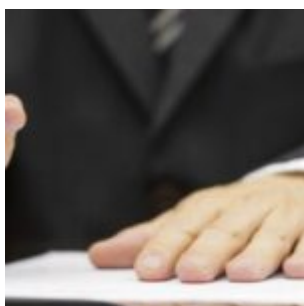
Entretien de recrutement : pour ne pas être pris la main dans le sac !



© 2026 Les Echos Publishing

Le « test du sac à main », qui consiste à demander à un candidat à l'embauche de vider le contenu de son sac pour évaluer son sens de l'organisation, est, selon le ministère du Travail, illicite, voire discriminatoire.

Quand une délégation de pouvoirs est inefficace



© 2026 Les Echos Publishing

Une délégation de pouvoirs consentie par un directeur général à un salarié qui ne dispose pas de la compétence, de l'autorité, de l'autonomie et des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission est inefficace et ne permet donc pas à ce directeur d'être exonéré de sa responsabilité pénale.

Un professionnel peut-il bénéficiaire des règles protectrices du démarchage à domicile ?



© 2026 Les Echos Publishing

Un artisan bénéficie de la réglementation sur le démarchage à domicile lorsqu'il souscrit à distance un contrat de location de matériel de vidéosurveillance pour son local professionnel.

Notion de non-professionnel appliquée à une association



© 2026 Les Echos Publishing

Une association a la qualité de non-professionnel, au sens du droit de la consommation, lorsqu'elle n'agit pas à des fins professionnelles.

Le dirigeant caution doit être informé chaque année du montant des sommes garanties



© 2026 Les Echos Publishing

Chaque année, la banque doit informer le dirigeant qui s'est porté caution pour sa société en garantie du solde d'un compte bancaire du montant des sommes garanties, et ce jusqu'à l'extinction de la dette, donc même après la clôture du compte.

Licenciement d'un salarié en arrêt de travail pour maladie professionnelle



© 2026 Les Echos Publishing

Le licenciement d'un salarié en arrêt de travail pour maladie

professionnelle ne peut pas être justifié par les perturbations causées, par son absence prolongée, sur le fonctionnement de l'entreprise.